



Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Département de la Recherche
Appui à la Gestion des Connaissances
RCH/AGC

Numéro 23 - Mars 2005

Éditorial

« L'avenir de l'homme... et de la planète »

Se tient à New York, depuis le 28 février, une session de la Commission de la Condition de la femme qui procède à l'examen, dix ans après, de la mise en œuvre du Programme d'action adopté par consensus lors de la conférence de Beijing, programme qui incarne l'engagement de la communauté internationale en faveur de la promotion de la femme.

Cette rencontre fait suite à une réunion préparatoire d'experts visant à évaluer ces mêmes progrès dans le contexte de la Déclaration du Millénaire adoptée en 2000. Un des objectifs du millénaire est en effet relatif à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes comme l'un des moyens de lutter contre la pauvreté, la faim et les maladies et de stimuler un développement réellement durable.

Rappelons, à cet égard, que les femmes constituent la majorité des 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté absolue, leurs taux d'analphabétisme et de chômage étant plus élevés que ceux des hommes.

L'ouverture de la session a été marquée par l'évocation des femmes irakiennes, dont 15% sont veuves et chefs de famille et dont l'accès aux soins de santé s'est détérioré, ainsi que par l'histoire des Afghanes, citée comme l'exemple de la pire situation que peuvent connaître les femmes victimes d'un conflit armé.

Cependant, de nombreuses déclarations ont mis en avant un certain nombre de succès, comme à Madagascar, où a été mise en place une politique nationale de santé reproductive. De même, le ministre d'État chargé des femmes de la Turquie a annoncé l'instauration d'une législation sur la scolarité de base obligatoire pendant huit ans, et d'une loi sur la protection de la famille. Ont été citées les avancées de la Mauritanie dans le domaine du développement social, où la mortalité maternelle a baissé. En Ouganda, une politique de discrimination positive a permis l'inscription de 35% de filles à l'université et les programmes d'alphabétisation, qui concernent 80% de femmes, ont permis notamment de faciliter l'accès de celles-ci aux services de microcrédit.

En attendant les conclusions de la session qui se termine le 11 mars, la journée internationale de la femme se tient le 8 mars, sur le thème : « L'égalité des sexes au-delà de 2005 : bâtir un avenir plus sûr ». Ce choix souligne l'importance cruciale attribuée aux femmes dans l'édification d'un monde plus viable.

Au moment où s'affirme la réflexion sur la responsabilité environnementale des entreprises, les femmes du Kerala (Inde) n'ont-elles pas été le cœur et l'âme d'un mouvement social qui a conduit à la fermeture d'une multinationale qui desséchait leurs puits et polluait leurs terres* ? SS

* « Les femmes du Kerala contre Coca Cola », in *Le Monde Diplomatique*, mars 2005.

Dans ce numéro

L'EAU

Vers une cogestion des infrastructures hydro-agricoles

Le défi de la rareté de l'eau

La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?

Agenda

LA TERRE

Les grandes batailles de l'énergie : petit traité d'une économie violente

Échanges agricoles mondiaux et pays en développement

Climat : la directive « Projets » vient compléter la directive « Quotas »

Agenda

LES HOMMES

Inégalités entre les sexes et développement au Moyen-Orient et Afrique du Nord : les femmes dans la

sphère publique

Pauvreté, migration internationale et asile

La violence endémique en Afrique

Agenda

LES ORGANISATIONS

Les organisations non gouvernementales et le management

Rapport conjoint OMC/OCDE de 2004 sur l'assistance technique et le renforcement

des capacités liés au commerce

Les entreprises françaises et l'Afrique ; enquête Cian

Agenda

DROIT, REGULATION

Gouvernance du développement local

Les crises financières

Qualité des institutions et résultats économiques : un lien solide ?

Agenda

GEOGRAPHIES

Les outils de promotion de l'investissement dans la région MEDA

Chine : la longue marche vers la « société de prospérité moyenne »

L'Ile Maurice à l'ère de la mondialisation. Un modèle d'un développement de

rattrapage ?

Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Vers une cogestion des infrastructures hydro-agricoles - Kibler, J.F. ; Perroud, C. - GRET, 2005 - 319 p. - Cote U3.167

De nombreux aménagements hydro-agricoles publics sont en crise à travers le monde. Coupler réhabilitation des aménagements et transfert de responsabilité aux organisations paysannes, dans une démarche participative, fait aujourd'hui consensus. Mais comment mettre en œuvre de tels processus, appuyer réellement l'émergence ou le renforcement d'organisations locales, permettre l'émergence progressive d'un dispositif institutionnel cohérent et efficace ? Le projet de réhabilitation des polders de Prey Nup est la première expérience de transfert de gestion au Cambodge. Dans une démarche expérimentale, il combine réhabilitation physique, sécurisation foncière et appui au développement agricole, autour d'un processus de construction associative : la réussite et la durabilité d'un tel transfert reposent en effet sur l'émergence d'une organisation solide, fondée sur une capacité de régulation interne. Cet ouvrage retrace l'histoire et la démarche des quatre premières années du projet, essentiellement du point de vue de la construction de l'association, et en tire les enseignements. Il met en lumière les exigences d'un réel processus participatif mobilisant près de 6.000 familles. Il montre qu'une gestion durable ne passe pas par un désengagement de l'Etat mais par la construction d'une cogestion entre l'Etat et les organisations locales, sur la base d'un cadre juridique et contractuel clair et d'un appui de l'Etat aux capacités de régulation locales. Cette expérience met en lumière des enseignements importants, sur la conception et la conduite de projets de transfert de responsabilités, sur le pilotage d'actions de construction institutionnelle, sur les articulations entre élaboration de politiques publiques et projets expérimentaux.

➤ Le rapport web

Challenges of Water Scarcity - Le défi de la rareté de l'eau - UNEP, 2005 - 36 p.

Ce rapport vise à mobiliser l'attention du secteur financier international sur les défis que comporte à l'échelle mondiale la raréfaction de l'eau. Il propose aux différentes institutions financières un cadre conceptuel permettant de mesurer les risques liés à ce phénomène et aux problèmes sociaux qui peuvent en découler. S'appuyant sur une vingtaine d'études de cas relatives à des projets menés en Amérique latine et en Afrique où on a constaté l'impact de la raréfaction de l'eau en termes de risques financiers, il tire des leçons ayant une utilité pratique pour les institutions financières. La notion de rareté est examinée sous l'angle de la qualité, de la quantité et de la capacité institutionnelle. Différents facteurs contribuant à la raréfaction de l'eau sont étudiés : sécheresse, problèmes de qualité de l'eau, capacité institutionnelle et gouvernance de l'eau, régulation et politique, problèmes de frontières, intérêts des communautés et des parties prenantes. Trois types de risques sont identifiés : ceux liés aux ruptures d'approvisionnement, ceux relatifs à la nécessité de traiter l'eau, ceux liés au manque à gagner imputable aux divers éléments ayant perturbé le bon déroulement du projet.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/627.pdf>

➤ L'article

La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ? Alternatives Economiques, février 2005 - 15 p.

Des millions d'adultes et d'enfants meurent chaque année faute de pouvoir accéder à une eau saine. En cause, un développement économique inégal et des gestions désastreuses à l'échelle locale, nationale et internationale. L'accès à l'eau pour tous est d'abord un problème de politiques publiques, qu'elle soit gérée par le privé ou par des administrations. Au-delà de son mode de gestion, l'eau a un coût et c'est une ressource que nous ne payons pas à sa juste valeur, d'où d'immenses gaspillages. Reste à savoir si nous serons capables d'en partager équitablement le prix entre riches et pauvres.

➤ L'agenda

- *Seawun Convention, eau et assainissement en Asie du Sud Est, SEAWUN (Southeast Asia Water Utilities Network), 9-10 mars 2005, Hanoï, Vietnam*
- *2^{ème} forum alter mondialiste de l'eau, IRC, 17 - 20 mars 2005, Genève, Suisse*
- *Conférence euro-africaine de l'eau, gestion de l'eau et gestion des territoires ruraux, Académie de l'eau, 22-23 mars 2005, Paris, France*
- *Journée mondiale de l'eau, 22 mars 2005*
- *Conférence mondiale sur l'eau en Afrique et Initiative de la BAD sur l'eau et l'assainissement, MAE/Trésor/AFD/BAD, 1er avril 2005, Paris, Bercy*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

Les grandes batailles de l'énergie : petit traité d'une économie violente - Chevalier, J.M. – Gallimard, 2004 - 472p. - Cote E2.180

Électricité, gaz naturel, pétrole, énergie nucléaire : les grandes batailles mondiales sont engagées depuis des années déjà, pour l'accès aux sources, la maîtrise des marchés, le contrôle des réseaux. Cet ouvrage tisse l'intrication des données technologiques, capitalistiques, politiques, écologiques, pour mettre en lumière ce que seront les grandes batailles à venir et leurs enjeux. Il restitue à leur exacte dimension les paradoxes d'une économie violente qui fonctionne à rebours des lois classiques du capitalisme - avec ses propres outils de régulation, l'organisation spécifique de ses marchés, ses modèles économiques très particuliers. Il présente en six parties : les grands acteurs de l'énergie, les enjeux et les rapports de force ; les batailles du passé et les leçons de l'histoire ; les batailles européennes pour la libéralisation des marchés de l'énergie ; les batailles sur les nouveaux marchés de l'électricité ; le gaz naturel et les batailles pour les négociations ; les batailles permanentes du pétrole ; les batailles pour le XXI^e siècle.

➤ Le rapport web

Global agricultural trade and developing countries - Echanges agricoles mondiaux et pays en développement - Aksoy, A. ; Beghin, J. - Banque mondiale, 2005 - 327 p.

Ce rapport établit que les réformes du secteur agricole - en particulier la libéralisation du commerce mondial - joueront un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Une étude sur les produits de base met en évidence le pouvoir des groupes d'intérêt et montre que les avantages des réformes l'emportent sur les risques. Le rapport note que malgré l'accord-cadre conclu récemment à Genève, la protection du secteur agricole demeure parmi les questions les plus litigieuses des négociations sur le commerce mondial. Les pays en développement ont amélioré la productivité agricole, mais ces gains ne contribueront à faire reculer la pauvreté que si les pays industriels et certains pays à revenu intermédiaire réduisent la protection du secteur agricole. Il ressort des projections que si des réformes profondes ne sont pas entreprises, les excédents du commerce des produits agricoles des pays industriels augmentent et les pays en développement verront leurs déficits du commerce de produits agricoles se creuser, ce qui exacerbera la pauvreté en milieu rural. Enfin, le rapport détermine les principaux moyens d'action qui ont un effet de distorsion sur la concurrence et les gagnants et perdants potentiels des réformes adoptées au plan mondial. Il note en conclusion que les réformes feront reculer la pauvreté dans les zones rurales des pays en développement, parce que ces pays bénéficient globalement d'un solide avantage comparatif dans le secteur agricole, qui représente pour eux une source importante de revenus.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/631.pdf>

➤ L'article

Climat : la directive « Projets » vient compléter la directive « Quotas » - Énergies Plus, n° 335, 15 novembre 2004, pp. 6-7

La directive « Projets » relie le système communautaire d'échange de quotas d'émission de CO₂ aux deux autres mécanismes de flexibilité du protocole de Kyoto : la mise en oeuvre conjointe (MOC) avec les autres pays industrialisés et le mécanisme de développement propre (MDP) avec les pays en développement. Elle établit une équivalence entre les quotas, les réductions certifiées d'émission (RCE) et les unités de réduction d'émission (URE).

➤ L'agenda

- *Symposium international sur les déchets dangereux, 8 mars 2005, Barcelone, Espagne*
- *4^{èmes} rencontres nationales des observatoires de l'environnement : observatoires, forêts et développement durable, Réseau Idea, 10-11 mars 2005, Bordeaux, France*
- *Colloque « Quels transports pour demain ? », Carrefour du Predit, 15-17 mars 2005, Clermont-Ferrand, France*
- *Conférence sur les derniers développements dans le secteur pétrolier équato-guinéen, CWC Group, 16 mars 2005, Kuala Lumpur, Malaisie*
- *Conférence « Nuclear Power for the 21st Century », Agence internationale de l'énergie atomique/OCDE, 21-22 mars 2005, Paris, France*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Inégalités entre les sexes et développement au Moyen-Orient et Afrique du Nord : les femmes dans la sphère publique - Banque mondiale - ESKA, 2004 - 198 p. Cote H8.062

La situation des femmes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) présente un paradoxe. Des décennies d'investissement et d'avancées politiques ont permis de grands progrès au niveau de l'éducation et de la santé des femmes, ainsi qu'une réduction de leur taux de fécondité. Cependant, les bénéfices attendus en termes d'emplois et de croissance économique ne se sont pas matérialisés. En raison d'obstacles culturels et politiques, un tiers seulement des femmes font partie de la population active. Dans une économie mondiale qui privilégie le pouvoir de l'esprit plutôt que la force physique, un des avantages comparatifs de la région pourrait bien être, de plus en plus, sa population active féminine. La croissance économique future doit dépendre des ressources humaines, plutôt que des ressources naturelles comme c'était le cas dans le passé. Les femmes représentent encore un potentiel humain considérable et inexploité. On a considéré les questions d'inégalité des sexes comme un problème relevant du domaine social. Pourtant il s'agit bien d'un problème économique.

➤ Le rapport web

Poverty, International Migration and Asylum - Boswell, C. ; Crisp, J. - Pauvreté, migration internationale et asile - UNU WIDER, 2005 - 45 p.

Au cours de ces dernières années, la question des migrations internationales et du droit d'asile est devenue prioritaire. Le nombre de personnes se déplaçant d'un pays ou continent à l'autre a subi en effet une nette augmentation du fait de la mondialisation, de l'insécurité et des conflits armés dans une grande partie des pays les plus pauvres et économiquement marginalisés. Or, le changement d'échelle de ce phénomène a perturbé les pays d'accueil. Alors que les pays industrialisés tirent profit de l'immigration, il existe une véritable résistance de l'opinion publique et au niveau politique à toute tentative de libéralisation des politiques de migrations, résistance résultant d'un ensemble de préjugés attribués à l'impact des migrations sur l'emploi, le bien-être, la sécurité et l'identité. La contradiction entre le bien fondé économique d'une libéralisation des migrations et les résistances politiques à un certain nombre d'effets négatifs et imprévisibles, comme le trafic et les réseaux clandestins, la mise en péril du régime de protection des migrants et la tendance des États à ne permettre qu'une immigration sélective en faveur des personnes hautement qualifiées. Faisant le constat de la nécessité de repenser les politiques de migration nationales et internationales, ce rapport explore les différentes options possibles en termes de libéralisation de la politique de migration, de protection des migrants, et en s'intéressant aux causes du phénomène de la mobilité humaine.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/635.pdf>

➤ L'article

La violence endémique en Afrique – APAD, n° 25, juin 2003, 143 p.

A partir de travaux de terrain, ces articles tentent de comprendre le phénomène de la violence, en particulier en Afrique. Est-ce le prolongement, l'intensification du conflit, ou son contraire ? Le problème est aussi celui de la perpétuation. Qu'est-ce qui la maintient ou la répète ? La violence devient en effet endémique : elle se répète, se perpétue, mais aussi se répand, envahissant le pays, traversant les frontières, embrassant plusieurs couches sociales. L'endémicité est donc pour les auteurs une notion liée au temps et à l'espace. Le conflit est au centre de la structure. Il est présent dans toutes les sociétés, et celles-ci en tiennent compte en le jouant ou en le provoquant à travers une théâtralisation ou des rituels. Ces manifestations permettent ainsi de la prévenir et de la régler. Dans les sociétés africaines, le conflit se manifeste souvent sous forme d'accusations en sorcellerie. Les analyses présentées en centrant l'attention sur les acteurs de la violence, permettent de saisir les mécanismes qui rendent la violence endémique en Afrique, par répétition, récurrence, contagion.

➤ L'agenda

- *Sommet international sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité, Club de Madrid, 8 – 11 mars 2005, Madrid, Espagne*
- *Journée internationale de la tuberculose, OMS, 24 mars 2005*
- *Séminaire : financement des ODM et des BPM : quelles ressources pour quels enjeux ? Minefi/MAE, 31 mars 2005, Paris (Bercy) France*
- *Conférence internationale sur l'impact du sida, 4-7 avril 2005, Capetown, Afrique du Sud*
- *Journée mondiale de la santé, ONU, 7 avril 2005*

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

*Les organisations non gouvernementales et le management - Vuibert * 2004, 318 p. – Cote R8.006*

Face à la montée en puissance de leur notoriété et de leurs capacités financières, les ONG se trouvent à la frontière de deux mondes, le monde « citoyen » et le monde de l'entreprise. Dès lors, parmi les questions qui leur sont posées, nombreuses sont celles qui s'adressent à leur gestion : comment « gagnent-elles » leur argent et qu'en font-elles ? Quelle est la légitimité et l'efficacité de leur action de solidarité ? Qui et comment emploient-elles ? Comment s'adaptent-elles à leur environnement ? En combinant un savoir fondamental, relatif aux organisations humaines, et une connaissance spécifique des ONG, cet ouvrage contribue à répondre à ces questions et participe, plus largement, à la compréhension du « fait ONG ».

➤ Le rapport web

Rapport conjoint OMC/OCDE de 2004 sur l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce - OMC/OCDE, 2004 - 28 p.

La Décision de juillet du Conseil général de l'OMC a remis sur les rails le Programme de Doha pour le développement. Des accords-cadre sont maintenant en place pour les négociations et les Membres de l'OMC se sont mis d'accord sur un ensemble de résultats en matière de développement et ont décidé d'entamer des négociations sur la facilitation des échanges. Alors que le processus de négociation s'accélère et que les questions de développement sont au premier plan, le rapport 2004 décrit comment les donateurs relèvent le défi du Programme de Doha pour le développement, qui prévoit d'assurer une assistance technique et un renforcement des capacités dans le domaine du commerce aux pays en développement et aux pays en transition.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/636.doc>

➤ L'article

Les entreprises françaises et l'Afrique ; enquête Cian - Le Moci, n° 1683-1684, janvier 2005, 10p.

Quelles sont les prévisions de chiffre d'affaires, les perspectives d'investissements des entreprises françaises travaillant en Afrique ? Quelles sont la qualité et les points faibles de l'environnement des affaires dans 24 pays de ce continent ? Autant de réponses que propose le baromètre exclusif du Cian. Cette enquête réalisée durant l'été 2004 a enregistré 402 réponses d'entreprises travaillant en Afrique. Elle fournit un panorama extrêmement précis de l'environnement des affaires dans quatre zones : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique australe et orientale & Océan Indien.

➤ L'agenda

- *Colloque sur les agences de notation financière – Université Paris Dauphine, 25 mars 2005, Paris, France*
- *Semaine technologique française en Tunisie, Ubifrance, 5-7 avril 2005), Tunis, Tunisie*
- *Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement et de la Société interaméricaine d'investissement, 10-12 avril 2005, Okinawa, Japon*
- *Réunion de printemps 2005 de la Banque mondiale et du FMI, 16-17 avril 2005, Washington, Etats-Unis*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

Gouvernance du développement local - Mayoukou, C ; Thuillier, J.P. - L'Harmattan, 2003 - 244 p. - Cote E3.121

La gouvernance du développement local est un processus qui fait intervenir un ensemble d'institutions et d'acteurs qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement. L'une de ses caractéristiques est la participation des secteurs privé et associatif dans la fourniture de services et dans la prise de décisions stratégiques. La gouvernance du développement local part du principe qu'il serait possible d'agir au niveau local sans s'en remettre à l'autorité de l'État. Le rôle de l'État ne consiste plus à intervenir directement mais à innover dans les techniques et outils à utiliser pour orienter et guider l'action collective. Les autorités au niveau local doivent identifier et offrir des possibilités, favoriser et créer des partenariats et jouer un rôle protecteur à l'égard de l'environnement local. La gouvernance du développement local consiste à mieux articuler les variables institutionnelles avec les nouvelles formes d'action collective en accordant un rôle majeur à celles-ci.

➤ Le rapport web

Les crises financières - Boyer, R. ; Dehove, M. ; Plihon, D. - La Documentation Française, 2004 - 412 p.

Les crises financières se sont multipliées depuis quelques années. Difficiles à prévoir, elles sont souvent synonymes de catastrophe économique et sociale pour les pays émergents ou en développement. Dans ce rapport, les auteurs analysent les différents facteurs qui favorisent l'apparition et la propagation des crises financières. Ils concluent sur un certain nombre de propositions autour de six grands thèmes : améliorer la qualité de l'information des superviseurs et des marchés ; tirer les enseignements des précédentes crises financières ; inclure la stabilité financière parmi les objectifs de la politique monétaire ; améliorer les réformes prudentielles et comptables en cours ; réévaluer la libération financière et les contrôles de capitaux ; réformer l'architecture financière internationale pour l'adapter aux enjeux des années 2000.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000560/0000.pdf>

➤ L'article

Qualité des institutions et résultats économiques : un lien solide ? - Edison H. - Problèmes économiques, n° 2868, 2005, pp. 2-5

De nombreux travaux soulignent l'importance des institutions pour le développement et la croissance économique. Concrètement, ils suggèrent en général que le PIB par habitant est étroitement lié à des différences dans la qualité des institutions, mesurée par un ou plusieurs indices de gouvernance, intégrant par exemple la participation des citoyens, la stabilité politique ou le poids de la réglementation. L'auteur résume une étude du FMI qui cherche à faire avancer le débat en testant la solidité empirique de ces relations et revoit les recommandations en matière politique. Globalement, il ressort que l'effet de l'action des pouvoirs publics semble moins important que celui lié à la qualité des institutions.

➤ L'agenda

- *Atelier « Alliances pour l'intégrité : rôle des gouvernements et des entreprises dans l'amélioration du niveau de vie en Afrique », OCDE/ONU/Transparency, 7-8 mars 2005, Addis-Abeba, Ethiopie*
- *Atelier sur l'accélération de la réalisation des projets, NEPAD, 7-8 mars 2005, Abuja, Nigeria*
- *Sommet international « Démocratie, terrorisme et sécurité », Club de Madrid, 8-11 mars 2005, Madrid, Espagne*
- *9^{ème} réunion du Groupe anti-blanchiment d'Afrique orientale et australe (GABAOA), 13-18 mars 2005, Arusha, Tanzanie*
- *14^{ème} colloque international « Le management public à l'épreuve de la politique », Revue Politiques et Management Public, 17-18 mars 2005, Bordeaux, France*

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

Les outils de promotion de l'investissement dans la région MEDA - Réseau euroméditerranéen d'agences de promotion des investissements, n° 2, 2004 - 63 p. - Cote E2.172

Le développement des coopérations et des échanges d'expérience entre les agences de promotion de la région MEDA suppose une bonne connaissance mutuelle des dispositifs nationaux de prospection. L'enquête réalisée sur ce thème auprès des agences nationales partenaires du programme ANIMA apporte les enseignements suivants : le développement de l'activité de promotion des investissements s'inscrit dans un mouvement général d'ouverture aux investissements étrangers ; les agences en charge des politiques de promotion sont fréquemment issues de services d'Etats chargés, soit de la réglementation des investissements étrangers, soit de la planification des investissements dans un contexte d'économie dirigée ; une évolution progressive vers des modes d'organisation permettant d'accroître l'efficacité des interventions auprès des entreprises investisseuses mérite d'être signalée ; la faiblesse des moyens financiers propres dont disposent en moyenne les agences des pays MEDA rend difficile la mise en place de politiques de promotion pro-actives de grande ampleur.

➤ Le rapport web

Chine : la longue marche vers la « société de prospérité moyenne » - DREE, 2004 - 38 p.

Vingt-cinq ans après l'engagement du processus de réforme, les résultats économiques chinois ont dépassé toutes les espérances : le PIB a été multiplié par 9 à prix constants, le revenu réel des ménages a quintuplé, le commerce extérieur a été multiplié par 10. Pourtant, subsistent des défis du même ordre de grandeur, tant la poursuite d'une croissance élevée reste indispensable pour contenir le risque social : le développement des provinces intérieures et défavorisées, le soutien aux oubliés de la croissance, dans les campagnes et de plus en plus dans les villes. La poursuite de la normalisation de l'économie chinoise devra composer avec les engagements pris à l'OMC. L'objectif officiel de croissance, au moins 7 % par an jusqu'à 2020, est indispensable pour maintenir la cohésion sociale. Cette étude retrace tout d'abord les clés du décollage économique de la Chine et de son insertion dans la mondialisation, puis passe en revue les réformes qui restent à entreprendre ainsi que les défis sociaux, avant de tracer des pistes quant au poids mondial de l'économie chinoise dans une vingtaine d'années.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/632.pdf>

➤ L'article

L'Ile Maurice à l'ère de la mondialisation. Un modèle d'un développement de rattrapage ? - Koop, K. - Autrepart, n° 31, 2004, pp 109-132

L'Ile Maurice est souvent citée comme un des rares exemples de réussite d'intégration d'un pays du Sud dans le marché mondial. En effet, dans les années 1980, des investissements directs étrangers, notamment dans l'industrie du textile, ont pu enclencher un développement économique qui a fait reculer la pauvreté. Or, la libéralisation de l'ancienne Convention de Lomé et le démantèlement de l'Accord multi-fibre en 2005, accords qui jusque-là avaient protégé l'exportation mauricienne de la concurrence d'autres pays du Sud, ont récemment induit une crise structurelle de l'industrie sucrière et de celle du textile. Dans ces nouvelles conditions de libre marché, ces deux secteurs locaux, intensifs en main-d'oeuvre, ne sont plus compétitifs sur le marché mondial. Les pertes constantes d'emplois dans ces deux secteurs piliers de l'économie mauricienne n'ont pas pu à ce jour être compensées par le développement du secteur de services. De plus, la pression de la compétition mondiale a eu pour conséquence une augmentation de "travailleurs pauvres". En conséquence, la pauvreté à l'Ile Maurice augmente de nouveau.

➤ L'agenda

- *Les projets aéroportuaires en Chine, Ubifrance, 11 mars 2005, Paris, France*
- *Assises méditerranéennes de l'International (AMI), HYDROTOP, 15 - 17 mars 2005, Marseille, France*
- *Séminaire « Le Sénégal en mouvement, le Mali à ne pas négliger », Ubifrance, 17 mars 2005, Paris, France*
- *La Chine dans l'économie mondiale : « China Development Forum », OCDE/China Development Research Foundation, 20-21 mars 2005, Pékin, Chine*
- *3^{ème} rencontre des économistes des API (agences de promotion des investissements), ANIMA, 4 - 7 avril 2005, Marseille, France*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle met l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternel* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia international* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Véronique SAUVAT

Coordination :

Sylvie SCIANCALEPORE

Véronique SAUVAT

Réalisation :

Daniel LAMORLETTE

Alfred HUC

Annie LOPEZ PORTZERT

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT